

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Parafiscalité : nouvelle grève des commerçants ?

Abel EYEGHE EKORE  
Libreville/Gabon

LES commerçants de Libreville, réunis au sein de l'Union syndicale des acteurs du commerce (Unsaac), projettent d'entrer en grève d'avertissement de trois jours le lundi 16 décembre prochain. Et cela pour protester contre la parafiscalité dont ils disent être victimes de la part des autorités municipales de Libreville. C'est ce qui ressort de leur assemblée générale tenue hier à leur siège d'Akébé-ville, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de la commune.

En effet, selon le secrétaire général de l'Unsaac, Jonas Mounienguet Mbembo, les commerçants seraient asphyxiés par les multiples taxes et autres impôts imposés par les autorités municipales. " Loin de vouloir empêcher la mairie de faire son travail, nous souhaitons juste que cela soit fait dans un cadre bien légal. Or, ce que nous subissons peut être assimilé à un acharnement. Nos marchandises sont détruites ou saisies, les magasins scellés. Plusieurs commerçants subissent même des agressions et des arrestations arbitraires de la part des agents contrôleurs municipaux ", explique-t-il. Estimant que toutes ces tracasseries mettent en péril leurs activités commerciales.

M. Mounienguet Mbembo a rappelé qu'après la suspension du dernier mouvement de grève,

pour entrer en négociations avec les autorités compétentes et au cours desquelles le problème de la parafiscalité avait longuement été évoqué, rien n'a évolué jusque-là. " Et face à cela, tous les commerçants ont choisi d'entrer en grève dès ce lundi. Ainsi, nos magasins seront fermés pour la première semaine, le lundi, mardi et mercredi. Et les semaines à venir, si rien n'est fait, ils seront fermés chaque lundi et mardi, jusqu'à l'obtention d'un compromis ", a précisé le SG de l'Unsaac.



Le bureau du syndicat des commerçants, lors de leur déclaration à la presse, hier à leur siège d'Akébé-ville.

## Soutien à l'éducation : le coup de pouce turc

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

L'AMBASSADEUR de Turquie au Gabon, Nur Sagman, accompagnée de certains opérateurs économiques de son pays, a récemment participé à une œuvre de bienfaisance à l'endroit des ONG "Cause commune" et "Benedicta Cantal". Il s'est agi d'apporter aide et assistance en matière d'éducation aux enfants démunis des communes de Libreville et d'Akanda. C'est un important don de matériel didactique qui a ainsi été offert par la République de Turquie à ces deux structures caritatives

dédiée à l'aide aux personnes vulnérables, des entités dirigées respectivement par Yasmine Marat-Abyla ( Benedicta Cantal) et Jean-Hilaire Ndong. Au total, plus de trois cents enfants ont bénéficié de plusieurs lots de fournitures scolaires constituées de livres, cahiers, cartables, etc. " La diplomatie joue un grand rôle dans l'humanitaire. Elle est également au service des relations humaines, à travers l'amélioration des conditions de vie des plus vulnérables ", a déclaré Mme Marat-Abyla de l'ONG chrétienne Benedicta Cantal, en guise de remerciement. Tout comme Jean-Hilaire Ndong



Ambassadrice de Turquie, Nur Sagman ( milieu) remettant le don.

n'a pas tari d'éloges pour cette œuvre de bienfaisance qui vient soulager les difficultés de plusieurs familles en favorisant une meilleure scolarisation de leurs progénitures. De son côté, l'ambassadeur, Mme Nur Sagman a

indiqué : " la Turquie attache du prix à tout ce qui touche à l'humanitaire ". Non sans considérer que " nous devons être à la hauteur de l'excellence des relations unissant nos dirigeants et nos deux pays."

## Maux et débat

### La voix de l'Eglise

"LE Gabon abonde en pétrole et en bien d'autres ressources naturelles, mais une proportion importante de la population est toujours scandaleusement maintenue dans la pauvreté. Or, inégalité, pauvreté et injustice sont des signes non seulement d'un profond manque de fraternité, mais aussi de l'absence d'une culture de solidarité." Le cardinal Philippe Ouédraogo du Burkina Faso, président du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM) sonnait déjà le tocsin en septembre dernier devant les autorités gabonaises dont le Premier ministre, lors de la clôture du jubilé des 175 ans d'évangélisation du Gabon. L'évêque de Mouila et président de la Conférence épiscopale du Gabon, Mathieu Madega Lebouakehan, et le curé de la paroisse Immaculée

Conception de Bitam, Mgr Jean-Bernard Asseko Mvé, viennent de donner un large écho à cette indignation à travers deux messages largement relayés par les médias. En effet, face aux difficultés qui minent le quotidien de bon nombre de compatriotes, l'église catholique, par ces deux prélats, a décidé de rompre le silence dont on l'accuse, à tort ou à raison.

La défense de la personne humaine étant un aspect de la responsabilité pastorale, " pour être des pasteurs selon le cœur de Dieu", le message épiscopal sonne donc comme un appel au ressaisissement des pouvoirs publics, face aux injustices criantes qui font le lit de la paupérisation et la précarisation parmi la population. Laquelle, "exprime ainsi son accablante et asphyxiante misère et son désarroi

face à un horizon devenant davantage imperceptible et un futur de plus en plus incertain. Une population qui peine à voir le résultats palpables de l'endettement de son Etat, alors que ce même Etat lui demande de faire des efforts herculéens", dénonce l'homme de Dieu. Il faut donc, pour nos gouvernants, changer de paradigmes et de mode de gouvernance, "en vue d'un sursaut effectif de souveraineté et un bon engagement pour le bonheur véritable de toute la population", prêche le pasteur du Christ. Le cardinal Ouédraogo n'invitait-il pas les dirigeants africains à " être d'authentiques et dévoués serviteurs du peuple " ?